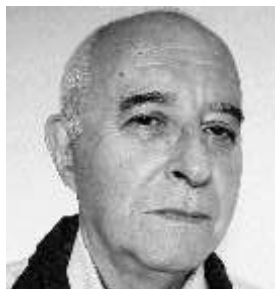




La démocratie, c'est la loi de la majorité, celle du peuple travailleur !



Pierre DE FREITAS
Retraité du privé

La Vème République est un régime où tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains du président au seul service des intérêts capitalistes, un régime de plus en plus autoritaire qui se moque des conditions de vie du plus grand nombre et prend des mesures liberticides et répressives contre les droits démocratiques. Elle impose la loi de la minorité de profiteurs, d'exploiteurs et de spéculateurs.



Betty SAADA
Retraîtée des assurances

Ce que nous voulons ? **VIVRE, tout simplement, dans le respect et le plein exercice de nos droits !**

Droit à un vrai logement pour satisfaire les immenses besoins de tous et leur famille : rénover, entretenir, ne pas démolir pour la spéculation mais pour la construction de logements sociaux aux loyers accessibles

Droit à la santé par la réouverture des hôpitaux et lits fermés par les gouvernements successifs. Une vraie politique de santé basée sur le retour à la Sécurité Sociale d'origine et l'accès aux meilleurs soins pour tous.

Droit à l'instruction, à l'école publique, laïque et gratuite de la maternelle à l'université. Un plan d'urgence pour nos enfants par des embauches massives d'enseignants et de personnels d'entretien, la réquisition de locaux pour protéger les élèves et les personnels victimes depuis 2 ans de la politique sanitaire et scolaire catastrophique du gouvernement Macron-Blanquer.

Droit aux services publics par la réouverture des services de proximité accessibles pour tous (crèches, bureaux de poste, action sociale, centre de soins, transports, etc.)

Droit au travail pour tous par l'Interdiction des licenciements, le retrait de la contre-réforme de l'assurance chômage. **Un vrai travail, un vrai salaire pour tous.**

Droit à vivre dans un environnement sain et non dans un monde où les ressources sont pillées et polluées au profit d'actionnaires sans scrupules.

Face à la pandémie et aux mesures de confinement frappant toute la population, à la demande du gouvernement, le 19 mars 2020, les députés unanimes votaient 343 milliards d'euros dont 300 milliards aux banques pour garantir des prêts aux entreprises. **Somme ensuite portée à 560 milliards ! soit 2 fois le budget de l'État !**

560 milliards d'euros aux patrons et actionnaires notamment des multinationales, pour rentabiliser les entreprises, malgré la « crise », et prendre toutes les mesures pour le faire : L'augmentation de la durée du travail, la baisse des salaires et du pouvoir d'achat, les plans de restructuration, les licenciements, l'extrême précarisation des contrats de travail (temps partiel, CDD, missions, uberisation...).

560 milliards pour financer les plans de licenciement et rien pour nos écoles, nos hôpitaux, nos services publics... !

560 milliards dont 5 milliards d'euros versés à Renault pour supprimer 4600 emplois et 7 milliards versés à Air France pour licencier 7500 travailleurs !

ET ILS OSENT NOUS DIRE QU'IL N'Y A PLUS D'ARGENT ET QU'IL FAUDRA REMBOURSER LA DETTE, DE TOUTES FAÇONS !

Dans ces conditions le conseil départemental est contraint d'agir dans le cadre des missions attribuées par l'État avec des dotations en baisse.

L'action sociale du département, sans plus de moyens, doit faire face à un appauvrissement grandissant de la population laborieuse, actifs, retraités et jeunes, sur qui pèsent toujours plus de contraintes, de précarité (CDD, temps partiel), de pauvreté (licenciement, chômage).

Leurs conditions de travail, de logement, leur état de santé déjà fragilisé avant la pandémie, se sont dramatiquement aggravés. Les confinements, le chômage partiel, le télétravail obligatoire, l'arrêt des cours ou leur mise en « distanciel » pour les élèves, les étudiants et les enseignants, tout cela n'a fait qu'amplifier leurs besoins urgents et leurs revendications, souvent exprimées dans la colère et la détresse, mais aussi par les grèves, les occupations, les manifestations de plus en plus nombreuses qui déferlent dans le pays.

Cela concerne surtout ceux qui ont le plus besoin de l'action sociale du département : **l'enfance** (aide sociale, protection maternelle et infantile, adoption, soutien aux familles), **les personnes handicapées** (hébergement et insertion sociale, prestation de compensation, maisons départementales – MDPH), **les personnes âgées** (création et gestion des maisons de retraite - EHPAD), **les personnes sans ressources** (RSA).

Mais cela concerne également l'ensemble des compétences exercées par le département comme l'éducation (collèges), l'aménagement (équipement rural, remembrement, aménagement foncier, gestion de l'eau et voirie rurale, voirie départementale) et le transport, l'activité culturelle et sportive.

LES BESOINS URGENTS SONT POURTANT CONNUS DE TOUS, QU'ATTENDENT-ILS POUR LES SATISFAIRE ?

**Il faut choisir : se soumettre à Macron et sa politique
ou bien combattre pour qu'il s'en aille au plus vite... lui et sa
politique.**

**Nous sommes candidats pour rompre avec cette politique,
pas pour l'accompagner au sein du conseil départemental.**

Partir des besoins de la population, c'est exiger la réquisition des sommes accordées aux banquiers pour satisfaire les besoins sociaux qui n'ont jamais été aussi importants. C'est appeler la population à se mobiliser pour défendre ses droits et combattre pour les préserver, coûte que coûte !

C'est notre mandat et ce sera le sens de votre vote le 20 juin